



Qui délivre un permis unique ?

Quelles sont les autorités compétentes ?

En première instance, deux pouvoirs publics sont compétents en matière de permis unique : les communes et la Wallonie par l'entremise des fonctionnaires techniques et des fonctionnaires délégués.

Les permis uniques sont délivrés par :

Le Collège communal

→ en règle générale.

Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué

sont conjointement compétents dans plusieurs cas de figure, notamment :

- si le demandeur de permis est une personne publique ;
- si les travaux sont d'utilité publique ;
- si les travaux concernent des constructions et équipements de service public ou communautaires ;
- si les travaux s'étendent sur le territoire de plusieurs communes ;

Pour connaître la liste des personnes de droit public ou la liste des actes et travaux d'utilité publique (articles R.IV.22-1 et R.IV.22-2 du CoDT), veuillez vous reporter aux bonnes adresses.



Retrouvez la liste complète dans les articles 81, §2 du décret, et D.IV.22 du CoDT.

Sur recours, seul le Gouvernement wallon est compétent pour traiter des dossiers en matière de permis unique.

Quelles sont les instances d'avis qui sont obligatoirement consultées ?

L'administration

Pour remettre leur rapport ou pour prendre leur décision, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ainsi que l'autorité compétente s'appuient sur l'avis obligatoire de différentes administrations (AGW-liste). Il peut s'agir de :

- Le DNF : Département de la Nature et des Forêts du SPW ARNE ;
- La DCENN : Direction des Cours d'eau non navigables du SPW ARNE ;

- Le DSD : Département du Sol et des Déchets du SPW ARNE ;
- La DPA : Direction des Permis et Autorisations du SPW ARNE ;
- Le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;
- Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ;
- Le DEBD : Département de l'Energie et du Bâtiment durable du SPW Territoire ;
- Le SPW Mobilité et Infrastructures ;
- L'AwAC : Agence wallonne de l'Air et du Climat ;
- La DPP : la Direction de la Prévention des Pollutions du SPW ARNE ;
- La Cellule GISER : Gestion Intégrée Sol - Erosion - Ruissellement (SPW ARNE).

Les services techniques

Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué ou l'autorité compétente peuvent consulter toutes les instances dont ils jugent nécessaire de recueillir l'avis. Ils peuvent, par exemple, solliciter l'avis des services techniques responsables de l'infrastructure quand ils sont concernés par les activités liées au permis : les sociétés de distribution d'eau, de gaz, d'électricité, le service des eaux souterraines ou de surface, les pompiers, les chemins de fer, les TEC...

Les commissions consultatives

L'avis de certaines instances consultatives (le Pôle «Environnement» et la CCATM - Commission Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité - ou à défaut le Pôle «Aménagement du territoire») doit obligatoirement être demandé dans le cadre de demandes de permis soumises à étude d'incidences sur l'environnement (art. R. 81 et R. 82 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement).

La population

La population doit obligatoirement être invitée à remettre son avis dans le cadre de l'organisation d'une enquête publique (voir [fiche PUN3](#)).

Quels sont les délais ?

Avis des instances consultées

Le fonctionnaire technique envoie votre dossier de demande pour avis aux différentes instances (obligatoires ou qu'il désigne), le jour où le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient leur décision au sujet du caractère complet et recevable de votre demande au Collège communal (art. 91 du décret). A partir de ce moment, la Commune organise l'enquête publique (voir [fiche PUN3](#)).

Ces instances doivent envoyer leur avis au fonctionnaire technique ainsi qu'au fonctionnaire délégué (par lettre recommandée ou contre récépissé) dans un délai de :

- 60 jours, pour un établissement de classe 1 ;
- 30 jours, pour un établissement de classe 2 ;

à dater de leur saisine par le fonctionnaire technique.

Si ces instances ne remettent pas leur avis dans les délais impartis, celui-ci est réputé favorable.

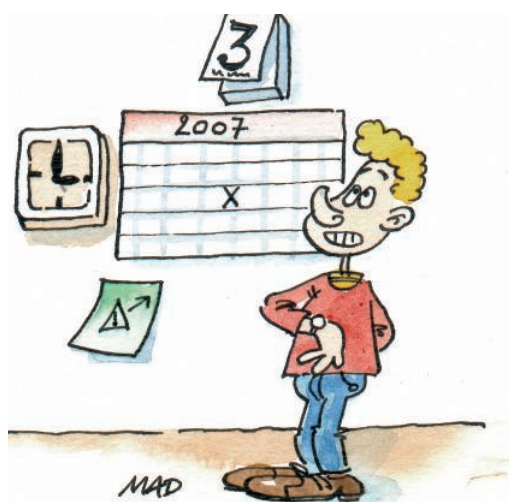
Concertation des instances consultées

(art. 92 du décret et AGW-Proc art. 42 à 45)

Dans les cas difficiles ou lorsque les avis des instances divergent beaucoup, une ou plusieurs réunions de concertation peuvent être organisées entre l'autorité et toutes les instances à consulter, à la demande :

- du fonctionnaire technique ;
- du fonctionnaire délégué ;
- de l'autorité compétente ;
- d'une des administrations consultées ;

afin d'harmoniser les points de vue sur le projet.



L'instance qui souhaite la tenue d'une telle réunion de concertation en informe les fonctionnaires technique et délégué dans un délai de :

- 10 jours, pour un établissement de classe 2 ;
- 30 jours, pour un établissement de classe 1.

Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué :

- organisent conjointement la réunion dans un délai de 25 jours (classe 2) ou 50 jours (classe 1) à partir de l'envoi du dossier de demande de permis aux autorités et administrations consultées (AGW-Proc art. 43-44) ;
- invitent les autorités et les administrations consultées (AGW-Proc art. 42) ;
- rédigent le procès-verbal de la réunion de concertation et le joignent au rapport de synthèse (AGW-Proc art. 45).

Rapport de synthèse

Ensuite, les fonctionnaires technique et délégué rédigent conjointement un rapport de synthèse qui contient tous les avis recueillis ainsi que le leur et une proposition de décision motivée par rapport aux différents avis reçus. Ce rapport de synthèse et l'intégralité de la demande sont envoyés par recommandé à l'autorité compétente dans un délai de :

- 70 jours, pour un établissement de classe 2 ;
- 110 jours, pour un établissement de classe 1 ;

calculés depuis la date où le dossier a été déclaré recevable ou depuis le jour suivant l'éventuelle recevabilité tacite de la demande.

Le même jour, ils en avertissent le demandeur.



Les fonctionnaires disposent donc réellement de peu de temps pour se contacter, rédiger conjointement et envoyer le rapport de synthèse après avoir reçu les divers avis. En effet, c'est également dans ces délais globaux de 70 et 110 jours que se déroulent les consultations tant des instances d'avis que de la population.

Les fonctionnaires technique et délégué peuvent décider conjointement de prolonger les délais d'une durée de 30 jours maximum, à condition d'en avertir le demandeur et l'autorité compétente dans les délais requis normalement (70 ou 110 jours) (art. 92 §5 du décret).

Cette prolongation ne peut se faire qu'une seule fois.

Décision de l'autorité compétente

Lorsqu'elle reçoit le rapport de synthèse conjoint des fonctionnaires technique et délégué, l'autorité compétente statue sur le projet.

Elle est tenue de vous notifier sa décision d'octroi ou de refus du permis unique ainsi qu'aux fonctionnaires technique et délégué et à chaque autorité et administration consultée, soit par la voie papier, soit par la voie électronique, en fonction du mode d'envoi choisi pendant la procédure d'instruction (décret art. 93).

Ces envois se font dans un délai de :

- 90 jours, pour un établissement de classe 2 ;
- 140 jours, pour un établissement de classe 1 ;

Que fait-on si ces délais ne sont pas respectés ?

Si les fonctionnaires technique et délégué n'envoient pas le rapport de synthèse à temps à l'autorité compétente, la procédure se poursuit, en tenant compte des informations qui existent déjà :

- dossier des incidences sur l'environnement (inclus dans la demande de permis ou étude d'incidences séparée selon la classe) ;
- résultats de l'enquête publique ;
- avis de la commune ;
- autre information éventuelle disponible.



calculés depuis la date où le dossier a été déclaré recevable ou depuis le jour suivant l'éventuelle recevabilité tacite de la demande.

→ 20 jours, pour un établissement de classe 2 ;

→ 30 jours, pour un établissement de classe 1.

Si le rapport de synthèse est envoyé avant l'expiration du délai requis, la décision de l'autorité compétente devra être envoyée dans un délai, prenant cours à la réception du rapport, de :

Que fait-on si l'autorité ne respecte pas les délais ou si elle ne prend pas de décision ?

imposées. On parle dans ce cas de permis administratif ;

Deux situations peuvent se présenter :

- les fonctionnaires technique et délégué ont envoyé un rapport de synthèse favorable dans les délais : ce rapport vaut autorisation et les conditions générales, sectorielles et, éventuellement, les conditions particulières formulées dans le rapport vous sont

- les fonctionnaires technique et délégué n'ont pas envoyé leur rapport de synthèse dans les délais ou il était défavorable : votre permis est considéré comme refusé. On parle alors de refus tacite.



Les bonnes adresses

- ✓ Les services Urbanisme, Travaux ou Environnement, ainsi que l'éco-conseiller de votre commune.
- ✓ Le Numéro Vert de la Wallonie : 1718 (appel gratuit) - site Internet : www.wallonie.be.
- ✓ SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (ARNE), avenue Prince de Liège, 15 - 5100 Jambes - Tél. : 081/33.51.16 - site Internet : <http://environnement.wallonie.be>.
- ✓ Les Directions extérieures de la D.P.A. :
 - Direction de Mons : place du Béguinage, 16 - 7000 Mons - Tél. : 065/32.82.00.
 - Direction de Charleroi : rue de l'Ecluse, 22 - 6000 Charleroi - Tél. : 071/65.47.80.
 - Direction de Namur : avenue Reine Astrid, 39 - 5000 Namur - Tél. : 081/71.53.50.
 - Direction de Liège : Esplanade Simone Veil, 1 - 4000 Liège - Tél. : 04/230.39.70.
- ✓ Les Services extérieurs de la D.P.C. :
 - Direction de Mons : boulevard Winston Churchill, 28 - 1er étage - 7000 Mons - Tél. : 065/40.00.79.
 - Direction de Charleroi : rue de l'Ecluse, 22 - 6000 Charleroi - Tél. : 071/65.47.25.
 - Direction de Namur-Luxembourg : avenue Reine Astrid, 39 - 5000 Namur - Tél. : 081/71.53.11.
 - Direction de Liège : Esplanade Simone Veil, 1 - 4000 Liège - Tél. : 04/228.76.11.
- ✓ SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, rue des Brigades d'Irlande, 1 - 5100 Jambes - Tél. : 081/33.21.02 - site Internet : https://lampspw.wallonie.be/dgo4/site_amenagement/index.php.
- ✓ Les Directions extérieures du SPW Territoire :
 - Direction du Brabant wallon : avenue Einstein, 12 - 1300 Wavre - Tél. : 010/23.12.11
 - Direction de Hainaut I : place du Béguinage, 16 - 7000 Mons - Tél. : 065/32.80.11
 - Direction de Hainaut II : rue de l'Ecluse, 22 - 6000 Charleroi - Tél. : 071/65.49.70
 - Direction de Liège : rue Montagne Ste Walburge, 2 - 4000 Liège - Tél. : 04/224.56.15
 - Direction du Luxembourg : place Didier, 45 - 6700 Arlon - Tél. : 063/58.90.40
 - Direction de Namur : place Léopold, 3 - 5000 Namur - Tél. : 081/24.61.41
- ✓ Les Maisons de l'Urbanisme de la Région wallonne - site Internet : <https://territoire.wallonie.be/fr>.
- ✓ La Maison de l'Environnement, rue de Montigny, 29 - 6000 Charleroi - Tél. : 071/300.300 - E-mail : me@espace-environnement.be - site Internet : <https://www.lamaisondelenvironnement.be/>.